

Rapport financier

Exercice terminé le 31 décembre 2024

ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU GREFFIER-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Marie-Pier Pelletier, suis responsable de la préparation du Rapport financier de Municipalité d'Inverness pour l'exercice terminé le 31 décembre 2024 et atteste de sa véracité.

[Originale signée]

Signature _____ Date 8 avril 2025

Table des matières

États financiers audités

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	1
État des résultats	4
État de la situation financière	5
État de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	6
État des flux de trésorerie	7
Notes complémentaires aux états financiers	8
Renseignements complémentaires	
Résultats détaillés	24
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	25
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	26
Charges par objets	27
Excédent (déficit) accumulé	28
Avantages sociaux futurs	32

Renseignements financiers non audités

Analyse des revenus	38
Analyse des charges	50

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil de la MUNICIPALITÉ D'INVERNESS,

Opinion avec réserve

Nous avons effectué l'audit des états financiers de la MUNICIPALITÉ D'INVERNESS (l'entité), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2024 et les états des résultats, de la variation des actifs financiers nets et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, à l'exception des incidences du problème décrit dans la section « Fondement de l'opinion avec réserve », les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la MUNICIPALITÉ D'INVERNESS au 31 décembre 2024, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion avec réserve

En vertu du chapitre SP 3280 « Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations » du Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public, la municipalité doit déterminer si un passif au titre des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations doit être comptabilisé. Au 31 décembre 2024, la municipalité n'a pas évalué ni comptabilisé de passif au titre des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations, n'a pas fourni les informations requises sur les obligations et n'a pas déterminé les ajustements à apporter aux autres postes des états financiers, ce qui constitue une dérogation aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Les incidences de cette dérogation sur les états financiers pour l'exercice terminé le 31 décembre 2024 n'ont pu être quantifiées. Cette situation nous a conduit à exprimer une opinion avec réserve sur les états financiers au 31 décembre 2024.

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de l'entité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit avec réserve.

Observations - Informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la MUNICIPALITÉ D'INVERNESS inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations sont établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH), présentées aux pages S13, S14 et S23, et portent sur l'établissement de l'excédent de l'exercice et la ventilation de l'excédent accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider l'entité ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de l'entité.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener l'entité à cesser son exploitation;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes complémentaires et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

[Original signé par]

GROUPE RDL THETFORD/PLESSIS INC., Société de comptables professionnels agréés

Par : Sarah Gilbert, CPA auditrice

Plessisville, 8 avril 2025

ÉTAT DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Budget	Réalizations	
		2024	2024	2023
Revenus				
Taxes	1	2 304 414	2 327 300	2 222 736
Compensations tenant lieu de taxes	2	9 801	8 368	7 702
Quotes-parts	3			
Transferts	4	919 748	800 416	1 851 971
Services rendus	5	186 057	130 484	159 441
Imposition de droits	6	78 500	94 399	94 431
Amendes et pénalités	7		1 480	1 720
Revenus de placements de portefeuille	8	30 000	76 101	46 182
Autres revenus d'intérêts	9	7 000	10 644	8 937
Autres revenus	10		440 426	41 937
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	3 535 520	3 889 618	4 435 057
Charges				
Administration générale	14	540 255	492 379	512 112
Sécurité publique	15	318 360	334 570	368 649
Transport	16	1 185 666	1 146 435	1 358 276
Hygiène du milieu	17	326 973	363 198	325 754
Santé et bien-être	18	55 355	35 756	39 093
Aménagement, urbanisme et développement	19	205 296	254 362	259 543
Loisirs et culture	20	198 312	312 229	299 342
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	64 438	75 092	51 270
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	2 894 655	3 014 021	3 214 039
Excédent (déficit) lié aux activités	25	640 865	875 597	1 221 018
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités, au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		14 005 078	12 784 060
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	27			
Solde redressé	28		14 005 078	12 784 060
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités, à la fin de l'exercice	29		14 880 675	14 005 078

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	2 094 848	1 334 919
Débiteurs (note 5)	2	1 957 403	2 261 917
Prêts (note 6)	3	168 353	
Placements de portefeuille (note 7)	4		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	6		
Autres actifs financiers (note 8)	7	4 888	4 888
	8	4 225 492	3 601 724
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 9)	10		600 000
Créditeurs et charges à payer (note 10)	11	252 088	360 547
Revenus reportés (note 11)	12	7 191	46 104
Dette à long terme (note 12)	13	2 703 448	1 472 596
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	14		
Autres passifs (note 14)	15		
	16	2 962 727	2 479 247
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	1 262 765	1 122 477
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations corporelles (note 15)	18	13 542 914	12 812 605
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	16 963	11 963
Stocks de fournitures	20	58 033	58 033
Actifs incorporels achetés (note 17)	21		
Autres actifs non financiers (note 18)	22		
	23	13 617 910	12 882 601
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	24	14 880 675	14 005 078
L'excédent (déficit) accumulé est constitué des éléments suivants :			
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités	25	14 880 675	14 005 078
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	26		
	27	14 880 675	14 005 078
Obligations contractuelles (note 19)			
Droits contractuels (note 20)			
Passifs éventuels (note 21)			
Actifs éventuels (note 22)			

Voir les notes afférentes aux états financiers, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Budget	Réalisations	
		2024	2024	2023
Excédent (déficit) lié aux activités	1	640 865	875 597	1 221 018
Variation des immobilisations corporelles				
Acquisition	2 (	)	1 221 577)(	1 753 581)
Produit de cession	3		19 950	22 350
Amortissement	4		469 218	436 742
(Gain) perte sur cession	5		2 100	(13 940)
Réduction de valeur / Reclassement	6			
Transfert dans le cadre d'opérations de restructuration	7			
	8		(730 309)	(1 308 429)
Variation des propriétés destinées à la revente	9		(5 000)	(5 963)
Variation des stocks de fournitures	10			
Variation des actifs incorporels achetés	11			
Variation des autres actifs non financiers	12			
	13		(5 000)	(5 963)
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	14			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	15			
Variation des actifs financiers nets (ou de la dette nette)	16	640 865	140 288	(93 374)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	17		1 122 477	1 215 851
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	18			
Reclassement de propriétés destinées à la revente	19			
Solde redressé	20		1 122 477	1 215 851
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	21		1 262 765	1 122 477

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

L'état des gains et pertes de réévaluation n'est pas présenté, car l'organisme ne détient aucun instrument financier évalué à la juste valeur ou découlant d'une opération en devises pour lequel aucun choix n'a été effectué en vertu du paragraphe .19A du chapitre SP 2601 - *Conversion des devises*.

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	875 597	1 221 018
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement des immobilisations corporelles (note 15)	2	469 218	436 742
Autres			
▪ Perte (gain) sur cession d'immobilisations corporelles	3.1	2 100	(13 940)
▪ Autres contributions (note 23)	3.2	(405 000)	
	4	941 915	1 643 820
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	5	304 514	(1 089 346)
Autres actifs financiers	6		5 885
Créditeurs et charges à payer / Autres passifs	7	(108 459)	27 739
Revenus reportés	8	(38 913)	(23 879)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	9		
Propriétés destinées à la revente	10	(5 000)	(5 963)
Stocks de fournitures	11		
Autres actifs non financiers	12		
	13	1 094 057	558 256
Activités d'investissement			
Acquisition d'immobilisations corporelles	14 (	816 577)(	1 753 581)
Produit de cession des immobilisations corporelles	15	19 950	22 350
Acquisition d'actifs incorporels achetés	16 ())
Produit de cession des actifs incorporels achetés	17		
	18	(796 627)	(1 731 231)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	19 (	193 353)()
Remboursement ou cession	20	25 000	
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	21 ())
Cession	22		
	23	(168 353)	
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	24	1 404 500	1 125 100
Remboursement de la dette à long terme	25 (	174 500)(	77 700)
Variation nette des emprunts temporaires	26	(600 000)	100 000
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	27	852	851
Autres			
▪	28.1		
	29	630 852	1 148 251
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	30	759 929	(24 724)
Solde déjà établi	31	1 334 919	1 359 643
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	32		
Solde redressé	33	1 334 919	1 359 643
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)	34	2 094 848	1 334 919

Éléments sans effet sur la trésorerie (note 23)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

1. Statut de l'organisme municipal

La municipalité est un organisme municipal régi par le Code municipal du Québec.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ces normes.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation. Celles-ci comprennent l'excédent de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages S13 et S14 et la ventilation de l'excédent accumulé à des fins fiscales présentée à la page S23.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariats

S.O.

a) Périmètre comptable

S.O.

b) Partenariats

S.O.

B) Comptabilité d'exercice

Estimations comptables

La préparation des états financiers exige que la direction procède à des estimations et à des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés au titre des actifs et des passifs et sur les montants comptabilisés au titre des produits et des charges pour les exercices visés. Les principales estimations portent sur la provision pour mauvaises créances, la valeur nette de réalisation des stocks, la provision pour moins-value déduite des prêts, la dépréciation des actifs financiers et la durée de vie utile des immobilisations corporelles amortissables.

Constatation des revenus

La comptabilisation des transactions s'effectue selon la méthode de la comptabilisation d'exercice.

Les revenus sont comptabilisés de façon brute en tenant compte des critères de constatation suivants :

- Les taxes sont constatées lors du dépôt des rôles de perception;
- Les revenus de services rendus sont constatés lorsque le service est rendu et qu'il donne lieu à une créance;
- Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date du transfert par l'officier de publicité des droits;

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

- Les amendes sont constatées lorsque la municipalité a le pouvoir de revendiquer ou de prélever une entrée de ressources économiques et lorsqu'il s'agit d'une opération ou d'un événement passé qui est à l'origine d'un actif;
- Les revenus des projets et autres revenus sont constatés lorsque tous les risques et avantages inhérents à la propriété ont été transférés aux clients et ceux des services lorsqu'ils sont rendus.

C) Actifs financiers

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la municipalité consiste à présenter, dans la trésorerie et équivalents de trésorerie, les soldes bancaires incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent entre le découvert et le montant disponible.

D) Passifs

Dettes à long terme

Les dettes à long terme sont comptabilisées au montant encaissé au moment de l'émission, ajustées de l'amortissement de l'escompte ou de la prime, pour atteindre le montant de capital à rembourser à l'échéance.

Frais reportés liés à la dette à long terme

Les frais d'émission liés à la dette à long terme sont reportés et amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée de la dette correspondante. Le solde non amorti est inclus aux frais reportés liés à la dette à long terme. La dette à long terme est présentée nette de ces frais à l'état de la situation financière.

E) Actifs non financiers

Stocks

Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur de remplacement. Le coût est déterminé selon la méthode de l'épuisement successif. Les stocks désuets sont radiés des livres.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations sont comptabilisées au coût. Elles sont amorties en fonction de leur durée de vie estimative à compter de leur date de mise en service. L'amortissement est calculé selon la méthode linéaire sur les durées suivantes :

Infrastructures : 20-40 ans

Bâtiments : 40 ans

Véhicules : 10-20 ans

Ameublement et équipement de bureau : 5-10 ans

Machinerie, outillage et équipements divers : 5-10 ans

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Les immobilisations corporelles amortissables sont soumises à un test de recouvrabilité lorsque des événements ou des changements de situation indiquent que leur valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable. Une perte de valeur est comptabilisée lorsque leur valeur comptable excède les flux de trésorerie non actualisés découlant de leur utilisation et de leur sortie éventuelle. La perte de valeur comptabilisée est mesurée comme étant l'excédent de la valeur comptable de l'actif sur sa juste valeur.

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont comptabilisées au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette.

F) Revenus

Revenus de transfert

Les subventions en provenance des gouvernements ou autres organismes sont constatées et comptabilisées aux revenus dans l'année financière au cours de laquelle elles sont autorisées par le cédant et que les critères d'admissibilité ont été respectés par la municipalité, sauf dans la mesure où les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. La municipalité comptabilise alors un revenu reporté qui est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont respectées.

G) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le Régime enregistré d'épargne-retraite (REER) offert par la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part dans les exercices futurs.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part dans les exercices futurs.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

Financement à long terme des activités de fonctionnement :

Pour la dette à long terme en question : au fur et à mesure du remboursement en capital de cette dette.

l) Instruments financiers

Lors de leur comptabilisation initiale, les instruments financiers sont classés soit dans la catégorie des instruments financiers évalués au coût ou au coût après amortissement, soit dans celle sur les instruments financiers évalués à la juste valeur. Les opérations qui ne sont pas de nature contractuelle ne génèrent pas d'éléments considérés comme des instruments financiers.

La trésorerie et les équivalents de trésorerie et les prêts sont classés dans la catégorie des actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les débiteurs, à l'exception des taxes à la consommation, des taxes et tenant lieu de taxes, les mutations et les amendes et pénalités sont aussi classés dans la catégorie des actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les créditeurs et charges à payer, à l'exception des taxes à la consommation à payer, des intérêts courus à payer et des dettes sont classés dans la catégorie des passifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les coûts de transaction sont ajoutés à la valeur comptable des instruments financiers évalués au coût ou au coût après amortissement lors de leur comptabilisation initiale. Toutefois, lors de la comptabilisation initiale des éléments classés dans les instruments financiers évalués à la juste valeur, les coûts de transaction sont passés en charge.

Prêts

Les prêts, y compris les intérêts courus et à recevoir, sont comptabilisés au coût après amortissement. Des évaluations de crédit sont effectuées pour tous les nouveaux emprunteurs. Ultérieurement, lorsque des faits ou des circonstances laisseront présager une perte, une provision pour moins-value sera établie. La réduction de la valeur comptable alors constatée ainsi que tout changement subséquent sont imputés aux résultats à la provision pour moins-values.

L'organisme municipal évalue annuellement l'existence d'une indication objective de dépréciation ou de changement dans l'évaluation de ses prêts. Pour fins d'évaluation de la provision, les prêts sont évalués en fonction de taux de probabilité de défaut par type de prêt, en tenant compte des sûretés.

Un prêt est radié lorsque l'emprunteur est en liquidation ou a cessé tout remboursement. Les recouvrements subséquents sont inscrits aux revenus de l'exercice où ils seront recouvrés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

J) Autres éléments

Dépréciation

En ce qui a trait aux actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement, la municipalité détermine s'il existe des indications d'une possible dépréciation. Dans l'affirmative, et si la municipalité détermine qu'il y a eu au cours de l'exercice un changement défavorable important dans le calendrier ou le montant prévu des flux de trésorerie futurs, une réduction de valeur est comptabilisée aux résultats. Une moins-value déjà comptabilisée peut faire l'objet d'une reprise de valeur. La valeur comptable de l'actif financier ne peut être supérieure à ce qu'elle aurait été à la date de reprise de valeur si la moins-value n'avait jamais été comptabilisée. La reprise de valeur est comptabilisée aux résultats.

Affectations

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des dépenses de fonctionnement.

3. Modification de méthodes comptables

Adoption initiale - Revenus autres que les paiements de transfert et les recettes fiscales (chapitres SP 3400 et SP 3510)

À compter du présent exercice, la municipalité a adopté les exigences du chapitre SP 3400 - Revenus, du Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public, applicables aux exercices ouverts à compter du 1er avril 2023. Le chapitre SP 3400 comprend des exigences relatives à la comptabilisation, à l'évaluation et à la présentation des revenus courants dans le secteur public autres que les paiements de transfert (SP 3410) et les recettes fiscales (SP 3510).

L'adoption de ces nouvelles exigences n'a eu aucune incidence sur les états financiers autre que la présentation de l'information financière aux états financiers de la municipalité.

4. Trésorerie et équivalents de trésorerie

	2024	2023
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :		
Fonds en caisse et dépôts à vue	1 2 094 848	1 334 919
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	2	
Autres éléments	3.1	
▪		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4 2 094 848	1 334 919
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (découvert bancaire)	5 ()	()
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	6 2 094 848	1 334 919
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	7 283 337	208 210
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	8	

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Note

Sommes affectées aux réserves financières et fonds réservés ainsi qu'aux revenus reportés.

5. Débiteurs

		2024	2023
Taxes municipales	9	47 404	46 833
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	10		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	11	1 651 247	1 847 662
Gouvernement du Canada et ses entreprises	12	183 164	323 716
Organismes municipaux	13	18 939	84
Autres			
▪ Mutations et autres	14.1	49 739	27 596
▪ Autres comptes à recevoir	14.2	6 910	16 026
	15	1 957 403	2 261 917
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16	583 537	648 374
Gouvernement du Canada et ses entreprises	17		
Organismes municipaux	18		
Autres tiers	19		
	20	583 537	648 374
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	21		
Ventilation du solde des débiteurs du Gouvernement du Québec et ses entreprises			
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/SOFIL	22	70 369	101 583
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/Autres	23		2 100
Ministère des Transports et de la Mobilité durable	24	1 516 338	1 522 865
Ministère de la Culture et des Communications	25		
Autres ministères/organismes	26	64 540	221 114
	27	1 651 247	1 847 662

Note

Nom de la créance	Taux	Échéance	Solde
PAVL 2021-2024 Redressement	4.15 %	2033	583 537 \$

6. Prêts

		2024	2023
Prêts à un office d'habitation	28		
Prêts à un fonds d'investissement	29		
Autres			
Industries et commerces	30.1	168 353	
	31	168 353	
Provision pour moins-value déduite des prêts	32		

Note

Prêt à une société privée, sans intérêts, remboursable par versements annuels de 25 000 \$, échéant en

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

décembre 2033.

La subvention attribuable à l'évaluation à la juste valeur du prêt avantageux à la société privée a été comptabilisée en déduction du coût du prêt. Cette subvention représente un montant de 67 986 \$ et est amortie selon la méthode du taux d'intérêt effectif au taux de 6,23 %. Le solde amorti au 31 décembre 2024 est de 56 647 \$.

7. Placements de portefeuille

		2024	2023
Évalués au coût ou au coût après amortissement			
Placements à titre d'investissement	33		
Autres placements	34		
Évalués à la juste valeur			
Placements à titre d'investissement	35		
Autres placements	36		
	37		
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	38		
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	39		

Note

8. Autres actifs financiers

		2024	2023
Propriétés destinées à la revente (note 16)	40	4 888	4 888
Autres			
▪	41.1		
	42	4 888	4 888

Note

9. Emprunts temporaires

L'emprunt bancaire autorisé au montant de 350 000 \$ porte intérêts au taux préférentiel et est renégociable annuellement.

10. Crédoeurs et charges à payer

		2024	2023
Fournisseurs	43	66 246	134 577
Salaires et avantages sociaux	44	34 459	35 984
Dépôts et retenues de garantie	45	13 709	95 253
Provision pour contestations d'évaluation	46		
Autres			
▪ Organismes municipaux	47.1	93 449	68 485
▪ Intérêts	47.2	26 249	26 248
▪ Gouvernement du Canada	47.3	6 002	
▪ Gouvernement du Québec	47.4	11 974	
	48	252 088	360 547

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

11. Revenus reportés

		2024	2023
Taxes perçues d'avance	49		
Transferts			
Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité - Volet 1	50		
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	51	7 191	11 741
Accès entreprise Québec	52		
Programme d'aide d'urgence au transport collectif des personnes	53		
Autres			
▪ Subvention gouvernement du Canada	54.1		32 318
▪ Subvention Sentier nourricier	54.2		2 045
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	55		
Fonds parcs, terrains de jeux et espaces naturels	56		
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	57		
Société québécoise d'assainissement des eaux	58		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	59		
Autres contributions des promoteurs	60		
Fonds de redevances réglementaires	61		
Autres			
▪	62.1		
	63	7 191	46 104

Note

Soutien à la vitalisation et à la coopération intermunicipale du Fonds régions et ruralité - Volet 2

Solde au début	11 741 \$
Encaissement	-
Utilisations	<u>(4 550)</u>
Solde à la fin	7 191 \$

12. Dette à long terme

	Taux d'intérêt		Échéance			2024	2023
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,10	4,57	2025	2034	64	2 479 300	1 224 300
Obligations et billets en monnaies étrangères					65		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					66		
Organismes municipaux					67		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					68		
Autres	6,23	6,23	2033	2033	69	225 000	250 000
					70	2 704 300	1 474 300
Frais reportés liés à la dette à long terme					71	(852)	(1 704)
					72	2 703 448	1 472 596

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2024
	Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres	
2025	73	269 700		25 000	294 700
2026	74	387 100		25 000	412 100
2027	75	206 500		25 000	231 500
2028	76	703 700		25 000	728 700
2029	77	912 300		25 000	937 300
2030 et plus	78			100 000	100 000
	79	2 479 300		225 000	2 704 300
Intérêts et frais accessoires	80	()	()	()	
	81	2 479 300		225 000	2 704 300

Note

Les renouvellements des dettes prévus au cours des prochains exercices sont les suivants :

2026, capital à refinancer : 159 300 \$

2028, capital à refinancer : 488 100 \$

2029, capital à refinancer : 775 800 \$

13. Avantages sociaux futurs

	2024	2023
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	82	
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	83	
	84	
Charge de l'exercice		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	85	
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	86	
Régimes à cotisations déterminées	87	
Autres régimes (REER et autres)	88	17 633
Régimes de retraite des élus municipaux	89	18 893
	90	17 633
		18 893

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

14. Autres passifs

	2024	2023
Assainissement des sites contaminés	91	
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	92	
Autres		
▪	93.1	
	94	
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations au début de l'exercice	95	
Passifs engagés	96	
Passifs réglés	97 ()(
Charge de désactualisation ¹	98	
Révisions des estimations de flux de trésorerie	99	
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations à la fin de l'exercice	100	

1. La charge de désactualisation est le montant correspondant à l'augmentation de la valeur comptable d'une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation, qui est attribuable à l'écoulement du temps.

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

15. Immobilisations corporelles

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
Infrastructures					
Eau potable	101				
Eaux usées	102	2 843 891			2 843 891
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	103	8 049 712	1 751 553		9 801 265
Autres					
▪ Parcs	104.1	539 586	6 055		545 641
▪ Stationnements et éclairages	104.2	48 562	5 810		54 372
Réseau d'électricité	105				
Bâtiments	106	2 647 358	431 833	15 212	3 063 979
Améliorations locatives	107				
Véhicules	108	1 479 446			1 479 446
Ameublement et équipement de bureau	109	58 148	7 182		65 330
Machinerie, outillage et équipement divers	110	249 764			249 764
Terrains	111	216 690	149 584	4 738	361 536
Autres	112				
	113	16 133 157	2 352 017	19 950	18 465 224
Immobilisations en cours	114	1 454 472	(1 130 440)	2 100	321 932
	115	17 587 629	1 221 577	22 050	18 787 156
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
Infrastructures					
Eau potable	116				
Eaux usées	117	1 132 334	71 098		1 203 432
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	118	2 083 533	227 002		2 310 535
Autres					
▪ Parcs	119.1	317 389	13 689		331 078
▪ Stationnements et éclairages	119.2	3 548	2 575		6 123
Réseau d'électricité	120				
Bâtiments	121	645 949	69 477		715 426
Améliorations locatives	122				
Véhicules	123	450 030	60 587		510 617
Ameublement et équipement de bureau	124	41 792	3 720		45 512
Machinerie, outillage et équipement divers	125	100 449	21 070		121 519
Autres	126				
	127	4 775 024	469 218		5 244 242
VALEUR COMPTABLE NETTE	128	12 812 605			13 542 914
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations corporelles					
Coût	129				
Amortissement cumulé	130	()	()	()	()
Valeur comptable nette	131				

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

16. Propriétés destinées à la revente

		2024	2023
Immeubles de la réserve foncière	132	21 851	16 851
Immeubles industriels municipaux	133		
Autres	134		
	135	21 851	16 851
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 8)	136	4 888	4 888
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	137	16 963	11 963

Note**17. Actifs incorporels achetés**

	Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT				
▪	138.1			
	139			
AMORTISSEMENT CUMULÉ				
▪	140.1			
	141			
VALEUR COMPTABLE NETTE	142			

Note**18. Autres actifs non financiers**

		2024	2023
Frais payés d'avance			
▪		143.1	
Autres			
▪		144.1	
		145	

Note**19. Obligations contractuelles****Matières résiduelles**

La municipalité a signé un contrat pour l'enlèvement, le transport et l'enfouissement des déchets solides et des déchets volumineux venant à échéance en 2025. Le coût par tonne métrique, excluant les taxes applicables, est de 227 \$ pour 2025.

Plastiques agricoles

La municipalité a signé un contrat de 3 ans pour la collecte de plastiques agricoles. Les versements futurs totalisent 55 763 \$ et comprennent les versements suivants pour les trois prochains exercices : 2025, 18 221 \$; 2026, 18 585 \$ et 2027, 18 957 \$.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Reconstruction du parc de planche à roulettes

La municipalité s'est engagée par contrat pour des services professionnels pour la reconstruction du parc de planche à roulettes. Le solde de l'engagement au 31 décembre 2024 est de 99 738 \$ (incluant les taxes applicables) et constitue le versement du prochain exercice.

20. Droits contractuels

PAVL VOLET REDRESSEMENT - SÉCURISATION

Dans le cadre du programme d'aide à la voirie locale volet redressement - sécurisation, la municipalité et le gouvernement du Québec ont signé un protocole d'entente dans lequel le gouvernement s'engage à verser une somme de 2 423 970 \$ pour des travaux. À la date des états financiers, un montant de 36 171 \$ a été comptabilisé à recevoir et à titre de revenus.

PAFIRSPA

Dans le cadre du programme d'aide financière aux infrastructures récréatives, sportives et de plein air - volet 1, la municipalité et le gouvernement du Québec ont signé un protocole d'entente dans lequel le gouvernement s'engage à verser une somme de 86 914 \$ pour des travaux. À la date des états financiers, aucun montant n'a été comptabilisé à titre de revenus.

21. Passifs éventuels

S.O.

A) Cautionnements et garanties

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements	
		2024	2023
Emprunts temporaires			
▪	146.1		
	147		
Dettes à long terme			
▪	148.1		
	149		
	150		

S.O.

B) Auto-assurance

S.O.

C) Poursuites

Au cours de l'exercice, une poursuite a été intentée contre la municipalité par un citoyen qui réclame 489 000 \$ pour préjudice lié aux autorisations de rénovation. La municipalité conteste cette réclamation qui, de l'avis de la direction, est sans fondement. Il est actuellement impossible d'évaluer le dénouement du litige et le montant que la municipalité pourrait, le cas échéant, devoir verser. Aucune provision n'a été comptabilisée dans les états financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

D) Autres

S.O.

22. Actifs éventuels

S.O.

23. Éléments sans effet sur la trésorerie**Activités d'investissement et de financement sans incidence sur les flux de trésorerie :**

Acquisition d'immobilisations corporelles en contrepartie d'une contribution d'un organisme au montant de 405 000 \$ en 2024 (aucun en 2023)

24. Redressement aux exercices antérieurs

S.O.

25. Données budgétaires

L'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets comportent une comparaison avec le budget adopté par l'organisme municipal.

26. Instruments financiers**Gestion des risques liés aux instruments financiers**

Dans le cours normal de ses activités, l'organisme municipal est exposé à différents types de risques, tels que le risque de crédit, le risque de liquidité et le risque de marché. La direction a mis en place des politiques et des procédés en matière de contrôle et de gestion qui l'assurent de gérer les risques inhérents aux instruments financiers et d'en minimiser les impacts potentiels.

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un instrument financier manque à l'une de ses obligations et, de ce fait, amène l'autre partie à subir une perte financière. Les principaux risques de crédit potentiels pour l'organisme municipal sont liés à la trésorerie et les équivalents de trésorerie, aux débiteurs (à l'exception des taxes à la consommation, des taxes et tenant lieu de taxes, les mutations et les amendes et pénalités) et aux prêts.

L'exposition maximale de l'organisme municipal au risque de crédit correspond aux montants présentés à l'état de la situation financière au 31 décembre.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

Le risque de crédit associé à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie est jugé négligeable, puisque les contreparties sont des institutions financières ayant une cote de solvabilité élevée attribuée par des agences de notation reconnues.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Débiteurs

Le risque de crédit associé aux débiteurs autres que les taxes municipales et tenant lieu de taxes à recevoir, les taxes à la consommation, les mutations et les amendes et pénalités à recevoir, est réduit, puisque l'organisme municipal évalue régulièrement la probabilité de recouvrement. L'organisme municipal ne détient aucun actif en garantie des débiteurs. En raison de la diversité de ses débiteurs et de leurs secteurs d'activité, l'organisme municipal croit que la concentration du risque de crédit à l'égard de ceux-ci est minime. Il établit la provision pour créances douteuses en fonction du risque de crédit spécifique et des tendances historiques des débiteurs. Il enregistre une dépréciation seulement pour les débiteurs dont le recouvrement n'est pas raisonnablement certain.

Prêts

Le solde des prêts, déduction faite de la provision pour moins-value, présenté à l'état de la situation financière correspond à l'exposition maximale au risque de crédit.

L'organisme municipal estime que les concentrations de risque de crédit relatives aux prêts sont limitées.

À la date de mise au point définitive des états financiers, une évaluation des prêts est effectuée en considérant, notamment, les tendances historiques des emprunteurs, les conditions actuelles et toute circonstance particulière connue à cette date. La provision pour moins-value est ajustée en conséquence, s'il y a lieu, pour traduire le degré de recouvrabilité et le risque de perte.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que l'organisme municipal éprouve des difficultés à honorer ses engagements financiers. L'organisme municipal gère ce risque en tenant compte de ses besoins opérationnels et en recourant à ses facilités de crédit. L'organisme municipal établit des prévisions de trésorerie afin de s'assurer qu'il dispose des fonds nécessaires pour satisfaire ses obligations.

Risque de marché

Le risque de marché est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison de variations du prix du marché. Le risque de marché comprend le risque de change, le risque de taux d'intérêt et le risque de prix autre. L'organisme municipal est exposé à ces risques.

Risque de taux d'intérêt

L'exposition au risque de taux d'intérêt de l'organisme municipal est attribuable à ses actifs et passifs financiers portant intérêt. Pour les instruments financiers portant intérêt à taux fixe, la volatilité des taux d'intérêt se répercute sur la juste valeur des actifs et des passifs financiers, mais comme l'organisme municipal a l'intention de rembourser ses emprunts et ses dettes selon l'échéance prévue, il est peu exposé à ce risque.

L'organisme municipal est exposé au risque associé aux variations des taux d'intérêt de ses emprunts à taux variable. Ce risque est réduit puisque ces emprunts se renouvellent automatiquement à la fin du mois.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

La valeur comptable des instruments financiers portant intérêt se détaille comme suit :

31 décembre 2024	Taux d'intérêts fixe	Taux d'intérêts variable	Total
Actifs financiers :			
Trésorerie et équivalents de trésorerie		1 722 769 \$	1 722 769 \$
Passifs financiers :			
Dettes à long terme	2 704 300 \$		2 704 300 \$

31 décembre 2023	Taux d'intérêts fixe	Taux d'intérêts variable	Total
Actifs financiers :			
Trésorerie et équivalents de trésorerie		1 209 279 \$	1 209 279 \$
Passifs financiers :			
Emprunt temporaire		600 000 \$	600 000 \$
Dettes à long terme	1 449 300 \$		<u>1 449 300 \$</u>
Total des passifs financiers			2 049 300 \$

L'effet net, tant sur les actifs financiers que sur les passifs financiers, d'une augmentation (diminution) de taux d'intérêt égale à 1 % au cours de l'exercice aurait réduit (augmenté) de 17 228 \$ l'excédent annuel lié aux activités de 2024.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Budget 2024		Réalizations 2024		Total	Réalizations 2023
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	2 304 414	2 327 300			2 327 300	2 222 736
Compensations tenant lieu de taxes	2	9 801	8 368			8 368	7 702
Quotes-parts	3						
Transferts	4	520 143	707 338			707 338	676 578
Services rendus	5	186 057	130 484			130 484	159 441
Imposition de droits	6	78 500	94 399			94 399	94 431
Amendes et pénalités	7		1 480			1 480	1 720
Revenus de placements de portefeuille	8	30 000	76 101			76 101	46 182
Autres revenus d'intérêts	9	7 000	10 644			10 644	8 937
Autres revenus	10		34 140			34 140	26 190
Effet net des opérations de restructuration	11						
	12	3 135 915	3 390 254			3 390 254	3 243 917
Investissement							
Taxes	13						
Quotes-parts	14						
Transferts	15	399 605	93 078			93 078	1 175 393
Imposition de droits	16						
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	17						
Autres	18		406 286			406 286	15 747
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19						
Effet net des opérations de restructuration	20						
	21	399 605	499 364			499 364	1 191 140
	22	3 535 520	3 889 618			3 889 618	4 435 057
Charges							
Administration générale	23	540 255	488 002	4 377		492 379	512 112
Sécurité publique	24	318 360	327 572	6 998		334 570	368 649
Transport	25	1 185 666	837 970	308 465		1 146 435	1 358 276
Hygiène du milieu	26	326 973	283 915	79 283		363 198	325 754
Santé et bien-être	27	7 574	35 756			35 756	39 093
Aménagement, urbanisme et développement	28	205 296	252 873	1 489		254 362	259 543
Loisirs et culture	29	246 093	243 623	68 606		312 229	299 342
Réseau d'électricité	30						
Frais de financement	31	64 438	75 092			75 092	51 270
Effet net des opérations de restructuration	32						
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	33		469 218	(469 218)			
	34	2 894 655	3 014 021			3 014 021	3 214 039
Excédent (déficit) lié aux activités	35	640 865	875 597			875 597	1 221 018

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		2024		2023
		Budget	Réalizations	Réalizations
Excédent (déficit) lié aux activités	1	640 865	875 597	1 221 018
Moins : revenus d'investissement	2 (	399 605)(	499 364)(	1 191 140)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	241 260	376 233	29 878
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés				
Amortissement	4		469 218	436 742
Produit de cession	5		19 950	22 350
(Gain) perte sur cession	6		2 100	(13 940)
Réduction de valeur / Reclassement	7			
	8		491 268	445 152
Propriétés destinées à la revente				
Coût des propriétés vendues	9			11 622
Réduction de valeur / Reclassement	10			
	11			11 622
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux				
Remboursement ou produit de cession	12		25 000	
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14			
	15		25 000	
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16		67 986	
Remboursement de la dette à long terme	17 (	182 100)(	109 663)(	77 700)
	18	(182 100)	(41 677)	(77 700)
Affectations				
Activités d'investissement	19 (	109 601)(	218 555)(	134 859)
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20			
Excédent de fonctionnement affecté	21		2 723	
Réserves financières et fonds réservés	22	50 441	(25 441)	(66 441)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23			
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24			
	25	(59 160)	(241 273)	(201 300)
	26	(241 260)	233 318	177 774
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27		609 551	207 652

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
		Réalizations	Réalizations
Revenus d'investissement	1	499 364	1 191 140
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés			
Acquisition d'immobilisations corporelles			
Administration générale	2	()	()
Sécurité publique	3	1 551	40 610
Transport	4	623 174	1 556 763
Hygiène du milieu	5	()	53 775
Santé et bien-être	6	()	()
Aménagement, urbanisme et développement	7	112 684	32 082
Loisirs et culture	8	484 168	70 351
Réseau d'électricité	9	()	()
Acquisition d'actifs incorporels achetés	10	()	()
	11	1 221 577	1 753 581
Propriétés destinées à la revente			
Acquisition	12	5 000	11 700
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	13	193 353	()
Financement			
Financement à long terme des activités d'investissement	14	468 130	476 726
Affectations			
Activités de fonctionnement	15	218 555	134 859
Excédent accumulé			
Excédent de fonctionnement non affecté	16	432 488	
Excédent de fonctionnement affecté	17		126 478
Réserves financières et fonds réservés	18		
	19	651 043	261 337
	20	(300 757)	(1 027 218)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	21	198 607	163 922

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

		Budget	Réalisations	
		2024	2024	2023
Rémunération				
Liée au programme Accès entreprise Québec	1			
Autre	2	696 366	562 021	596 131
Charges sociales				
Liées au programme Accès entreprise Québec	3			
Autres	4	148 729	111 833	127 080
Biens et services				
Services obtenus d'organismes municipaux				
Compensations pour services municipaux	5			
Ententes de services				
Services de transport collectif	6			
Autres services	7			
Autres biens et services	8	1 501 544	1 299 873	1 424 817
Frais de financement				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	9	38 851	35 140	23 434
D'autres organismes municipaux	10			
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	11	25 587	25 587	19 572
D'autres tiers	12			
Autres frais de financement	13		14 365	8 264
Contributions				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	14	419 227	419 227	498 912
Transferts	15			
Autres	16			
Autres				
Transferts	17			
Autres	18	64 351	76 757	79 087
Amortissement				
Immobilisations corporelles	19		469 218	436 742
Actifs incorporels achetés	20			
Autres				
▪	21.1			
	22	2 894 655	3 014 021	3 214 039

Note

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	2 123 788	1 917 476
Excédent de fonctionnement affecté	2		16 165
Réserves financières et fonds réservés	3	276 146	250 705
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4	(56 647)()
Financement des investissements en cours	5		(182 798)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	12 537 388	12 003 530
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	14 880 675	14 005 078
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	2 123 788	1 917 476
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10		
	11	2 123 788	1 917 476
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
▪ Mise à niveau du terrain de balle	12.1		
▪ Chute Lysander	12.2		16 165
▪ Équipement à neige	12.3		
	13		16 165
Organismes contrôlés et partenariats ¹			
▪	14.1		
	15		
	16		16 165

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Réserves financières et fonds réservés		
Réserves financières - Administration municipale		
▪ Vidanges eaux usées	17.1	25 000
	18	25 000
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats		
▪	19.1	
	20	
Fonds réservés		
Fonds de roulement		
Administration municipale	21	175 898
Organismes contrôlés et partenariats	22	125 457
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés		
Montant réservé pour le service de la dette à long terme		
Administration municipale	23	
Organismes contrôlés et partenariats	24	
Montant non réservé		
Administration municipale	25	88 598
Organismes contrôlés et partenariats	26	88 598
Fonds local d'investissement	27	
Fonds local de solidarité	28	
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	29	11 650
Autres		
▪	30.1	
	31	276 146
	32	225 705
	276 146	250 705

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	33	()
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	34	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	35	()
Mesure d'allègement pour la COVID-19	36	()
Autres	37	()
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	38	()
	39	()
Assainissement des sites contaminés	40	()
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	41	()
Appariement fiscal pour revenus de transfert	42	()
Autres		
▪	43.1	()
	44	()
Autres mesures d'allègement fiscal		
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	45	()
Utilisation du fonds de roulement	46	()
Mesures relatives à la COVID-19		
Utilisation du fonds général	47	()
Utilisation du fonds de roulement	48	()
Autres		
▪	49.1	()
	50	()
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure relative à la TVQ	51	()
Mesure relative à la COVID-19	52	()
Frais d'émission de la dette à long terme	53	()
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	54	()
Autres		
▪ Intérêts sur actualisation de prêt	55.1	67 986
	56	67 986
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	57	11 339
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	58	
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	59	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	60	
Autres		
▪	61.1	
	62	11 339
	63	56 647

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	64	250 000
Investissements à financer	65 ()	432 798)
	66	(182 798)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés	67	13 542 914
Propriétés destinées à la revente	68	21 851
Prêts	69	168 353
Placements de portefeuille à titre d'investissement	70	
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	71	
	72	13 733 118
	73	12 829 456
Ajustements aux éléments d'actif	74	13 733 118
	74	12 829 456
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	75 (	2 703 448)(
Frais reportés liés à la dette à long terme	76 (	852)(
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	77	583 537
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	78	56 647
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	79	868 386
	80 (	1 195 730)(
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	81 () (
	82 (	1 195 730)(
	83	12 537 388
		12 003 530

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes de retraite enregistrés	1	
Régimes supplémentaires de retraite	2	

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

		2024	2023
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au début de l'exercice	3		
Charge de l'exercice	4	()(
Cotisations versées par l'employeur	5		
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6		
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8	()(
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9		
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10		
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11		
Provision pour moins-value	12	()(
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13		
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs			
Nombre de régimes en cause	14		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16	()(
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17	()(
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19		
	20		
Cotisations salariales des employés	21	()(
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22	()(
	23		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27		
Variation de la provision pour moins-value	28		
Autres	29.1		
▪	29.1		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	30		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	31		
Rendement espéré des actifs	32	()(
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	33		
Charge de l'exercice	34		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	35	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	36 ()(
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	37	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	38	
Prestations versées au cours de l'exercice	39	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	40	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	41	
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	42	
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8		
Pour la réserve de restructuration	43	
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	44	
DMERCA du nouveau volet	45	
DMERCA de l'ancien volet	46	
Espérance de vie des participants (retraités et actifs) de l'ancien volet	47	
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	48	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	49	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	50	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	51	%
Autres hypothèses économiques		
▪	52.1	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes d'avantages complémentaires de retraite	53	
Autres avantages sociaux futurs	54	

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

	2024	2023
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55	
Charge de l'exercice	56 ()(
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 ()(
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63	
Provision pour moins-value	64 ()(
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 ()(
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 ()(

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023	
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71		
	72		
Cotisations salariales des employés	73	() ()	
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74	() ()	
	75		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79		
Variation de la provision pour moins-value	80		
Autres			
▪	81.1		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	82		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	83		
Rendement espéré des actifs	84	() ()	
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	85		
Charge de l'exercice	86		
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	87		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	88	() ()	
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	89		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	90		
Prestations versées au cours de l'exercice	91		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	92		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	93		
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	94		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	95		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	96	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	97	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	98	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	99	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	100	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	102		
Autres hypothèses économiques			
▪	103.1		

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice	104		
Description des régimes et autres renseignements			
		2024	2023
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	105		
Régime de retraite par financement salarial	106		
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	107		
Régime de retraite à prestations cibles	108		
Autres régimes	109		
	110		

D) AUTRES RÉGIMES

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice	111	1	
Description des régimes et autres renseignements			
REER individuel		2024	2023
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime volontaire d'épargne-retraite	112		
Régime de retraite simplifié	113		
REER	114	17 633	18 893
Autres régimes	115		
	116	17 633	18 893

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

		2024	2023
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	117		
Description du régime			
		2024	2023
Cotisations des élus au RREM			
	118		
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	119		
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	120		
	121		

Note

Renseignements financiers non audités

ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

TAXES		Réalizations 2024	Réalizations 2023
SUR LA VALEUR FONCIÈRE			
Taxes générales			
Taxe foncière générale	1	2 067 189	1 976 010
Taxes spéciales			
Service de la dette	2	17 064	13 272
Activités de fonctionnement	3		
Activités d'investissement	4		
Réserve financière pour le service de l'eau	5		
Réserve financière pour le service de la voirie	6		
Taxes de secteur			
Taxes spéciales			
Service de la dette	7		
Activités de fonctionnement	8		
Activités d'investissement	9		
Autres	10		
	11	2 084 253	1 989 282
SUR UNE AUTRE BASE			
Taxes, compensations et tarification			
Services municipaux			
Eau	12		
Égout	13	47 211	40 328
Traitement des eaux usées	14		
Matières résiduelles	15	157 813	155 953
Autres	16.1		
Centres d'urgence 9-1-1	17	6 034	5 326
Service de la dette	18	31 989	31 847
Pouvoir général de taxation	19		
Activités de fonctionnement	20		
Activités d'investissement	21		
	22	243 047	233 454
Taxes d'affaires			
Sur l'ensemble de la valeur locative	23		
Autres	24		
	25		
	26	243 047	233 454
	27	2 327 300	2 222 736

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES		Réalisations 2024	Réalisations 2023
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES			
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement	28		
Immeubles de la Société québécoise d'infrastructures	29		
Compensations pour les terres publiques	30		
Immeubles des réseaux			
Santé et services sociaux	31		
Cégeps et universités	32		
Écoles primaires et secondaires	33	6 551	5 927
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux	34		
	35	6 551	5 927
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES			
Taxes sur la valeur foncière	36		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	37	1 817	1 775
Taxes d'affaires	38		
	39	1 817	1 775
ORGANISMES MUNICIPAUX			
Taxes sur la valeur foncière	40		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	41		
	42		
AUTRES			
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	43		
Autres	44		
	45		
	46	8 368	7 702

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

TRANSFERTS	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT		
Administration générale	47	19 144
Sécurité publique		
Police	48	
Sécurité incendie		
Premiers répondants	49	
Autres	50	
Sécurité civile	51	
Autres	52	
Transport		
Réseau routier		
Voirie municipale	53	411 066
Enlèvement de la neige	54	103 319
Autres	55	
Transport collectif		
Transport en commun		
Transport régulier	56	
Transport adapté	57	
Transport scolaire	58	
Autres	59	
Transport aérien	60	
Transport par eau	61	
Autres	62	
Hygiène du milieu		
Eau et égout		
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	63	
Réseau de distribution de l'eau potable	64	
Traitement des eaux usées	65	
Réseaux d'égout	66	
Matières résiduelles		
Déchets domestiques et assimilés	67	
Matières recyclables		
Collecte sélective		
Collecte et transport	68	3 016
Tri et conditionnement	69	
Autres	70	
Autres	71	
Cours d'eau	72	
Protection de l'environnement	73	
Autres	74	

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)		
Santé et bien-être		
Habitation		
Logement social	75	
Autres	76	
Sécurité du revenu	77	
Autres	78	
Aménagement, urbanisme et développement		
Aménagement, urbanisme et zonage	79	
Rénovation urbaine	80	
Promotion et développement économique	81	
Autres	82	
Loisirs et culture		
Activités récréatives	83	53 595
Activités culturelles		3 870
Bibliothèques	84	
Autres	85	20 012
Réseau d'électricité	86	20 823
	87	587 992
		582 436

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT		
Administration générale	88	(2 100)
Sécurité publique		
Police	89	
Sécurité incendie		
Premiers répondants	90	
Autres	91	37 665
Sécurité civile	92	
Autres	93	
Transport		
Réseau routier		
Voirie municipale	94	36 171
Enlèvement de la neige	95	
Autres	96	
Transport collectif		
Transport en commun		
Transport régulier	97	
Transport adapté	98	
Transport scolaire	99	
Autres	100	
Transport aérien	101	
Transport par eau	102	
Autres	103	
Hygiène du milieu		
Eau et égout		
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	104	
Réseau de distribution de l'eau potable	105	
Traitement des eaux usées	106	63 866
Réseaux d'égout	107	
Matières résiduelles		
Déchets domestiques et assimilés	108	
Matières recyclables		
Collecte sélective		
Collecte et transport	109	
Tri et conditionnement	110	
Autres	111	
Autres	112	
Cours d'eau	113	
Protection de l'environnement	114	
Autres	115	

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)		
Santé et bien-être		
Habitation		
Logement social	116	
Autres	117	
Sécurité du revenu	118	
Autres	119	
Aménagement, urbanisme et développement		
Aménagement, urbanisme et zonage	120	
Rénovation urbaine	121	
Promotion et développement économique	122	
Autres	123	
Loisirs et culture		
Activités récréatives	124	59 007
Activités culturelles		47 501
Bibliothèques	125	
Autres	126	
Réseau d'électricité	127	
	128	93 078
		1 175 393

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS DE DROIT			
Regroupement municipal et réorganisation municipale	129		
Péréquation	130		
Neutralité	131		
Partage des redevances sur les ressources naturelles	132		
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	133	67 151	71 030
Fonds de développement des territoires	134		
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation	135		
Partage de la croissance d'un point de la TVQ	136	48 449	14 383
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	137		
Autres	138	3 746	8 729
	139	119 346	94 142
TOTAL DES TRANSFERTS	140	800 416	1 851 971

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

SERVICES RENDUS		Réalisations 2024	Réalisations 2023
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX			
Administration générale			
Grefe et application de la loi	141		
Évaluation	142		
Autres	143		
	144		
Sécurité publique			
Police	145		
Sécurité incendie			
Premiers répondants	146		
Autres	147		
Sécurité civile	148		
Autres	149		
	150		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	151	36 668	6 364
Enlèvement de la neige	152	9 207	8 126
Autres	153		
Transport collectif	154		
Autres	155		
	156	45 875	14 490
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	157		
Réseau de distribution de l'eau potable	158		
Traitement des eaux usées	159		
Réseaux d'égout	160		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	161		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	162		
Tri et conditionnement	163		
Autres	164		
Autres	165		
Cours d'eau	166		
Protection de l'environnement	167	2 322	11 170
Autres	168		
	169	2 322	11 170

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)	Réalisations 2024	Réalisations 2023
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)		
Santé et bien-être		
Habitation		
Logement social	170	
Autres	171	
Autres	172	
	173	
Aménagement, urbanisme et développement		
Aménagement, urbanisme et zonage	174	
Rénovation urbaine	175	
Promotion et développement économique	176	
Autres	177	
	178	
Loisirs et culture		
Activités récréatives	179	
Activités culturelles		
Bibliothèques	180	
Autres	181	
	182	
Réseau d'électricité	183	
	184	
	48 197	25 660

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Réalisations 2024	Réalisations 2023
AUTRES SERVICES RENDUS			
Administration générale			
Greffe et application de la loi	185		
Évaluation	186	2 741	2 642
Autres	187	9 454	10 381
	188	12 195	13 023
Sécurité publique			
Police	189		
Sécurité incendie			
Premiers répondants	190		
Autres	191		
Sécurité civile	192		
Autres	193		
	194		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	195	1 474	475
Enlèvement de la neige	196		
Autres	197		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	198		
Transport adapté	199		
Transport scolaire	200		
Autres	201		
Autres	202		
	203	1 474	475
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	204	1 800	
Réseau de distribution de l'eau potable	205		
Traitement des eaux usées	206		
Réseaux d'égout	207	2 047	1 938
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	208		
Matières recyclables	209		
Autres	210		
Cours d'eau	211		
Protection de l'environnement	212		
Autres	213		
	214	3 847	1 938

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Réalisations 2024	Réalisations 2023
AUTRES SERVICES RENDUS (suite)			
Santé et bien-être			
Habitation			
Logement social	215		
Autres	216		
Sécurité du revenu	217		
Autres	218	16 188	18 959
	219	16 188	18 959
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	220		
Rénovation urbaine	221		
Promotion et développement économique	222	30 455	24 410
Autres	223		
	224	30 455	24 410
Loisirs et culture			
Activités récréatives	225	9 704	
Activités culturelles			
Bibliothèques	226		
Autres	227	8 424	74 976
	228	18 128	74 976
Réseau d'électricité			
	229		
	230	82 287	133 781
TOTAL DES SERVICES RENDUS	231	130 484	159 441

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Réalizations 2024	Réalizations 2023
IMPOSITION DE DROITS			
Licences et permis	232	10 530	8 750
Droits de mutation immobilière	233	83 869	85 681
Droits sur les carrières et sablières	234		
Autres	235		
	236	94 399	94 431
AMENDES ET PÉNALITÉS			
	237	1 480	1 720
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE			
	238	76 101	46 182
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS			
	239	10 644	8 937
AUTRES REVENUS			
Gain (perte) sur cession d'immobilisations corporelles	240	(2 100)	13 940
Gain (perte) sur cession d'actifs incorporels achetés	241		
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	242		10 000
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	243		
Contributions des promoteurs	244		
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence	245		
Contributions des organismes municipaux	246		
Autres contributions	247	406 286	15 747
Redevances réglementaires	248		
Autres	249	36 240	2 250
	250	440 426	41 937
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION			
	251		

ANALYSE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Réalizations 2024			Réalizations 2023
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
ADMINISTRATION GÉNÉRALE					
Conseil	1	55 755		55 755	55 919
Greffe et application de la loi	2	1 351		1 351	3 832
Gestion financière et administrative	3	232 131	4 377	236 508	228 205
Évaluation	4	98 649		98 649	88 819
Gestion du personnel	5				
Autres					
▪ Assurances et entretiens	6.1	94 550		94 550	130 991
▪ Dons et contributions	6.2	5 566		5 566	4 346
	7	488 002	4 377	492 379	512 112
SÉCURITÉ PUBLIQUE					
Police	8	171 487		171 487	159 955
Sécurité incendie					
Premiers répondants	9				
Autres	10	149 351	5 094	154 445	202 060
Sécurité civile	11	2 692	1 904	4 596	3 977
Autres	12	4 042		4 042	2 657
	13	327 572	6 998	334 570	368 649
TRANSPORT					
Réseau routier					
Voirie municipale	14	503 795	273 891	777 686	912 836
Enlèvement de la neige	15	289 425	32 156	321 581	391 730
Éclairage des rues	16	4 907	1 734	6 641	6 552
Circulation et stationnement	17				
Transport collectif					
Transport en commun	18	23 055		23 055	30 032
Transport aérien	19				
Transport par eau	20				
Autres	21	16 788	684	17 472	17 126
	22	837 970	308 465	1 146 435	1 358 276

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Réalizations 2024			Réalizations 2023
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
HYGIÈNE DU MILIEU					
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23				
Réseau de distribution de l'eau potable	24				
Traitement des eaux usées	25	100 517	79 283	179 800	112 248
Réseaux d'égout	26				
Matières résiduelles					
Déchets domestiques et assimilés					
Collecte et transport	27	53 080		53 080	51 712
Élimination	28	29 540		29 540	28 223
Matières recyclables					
Collecte sélective					
Collecte et transport	29	38 881		38 881	58 156
Tri et conditionnement	30	24 434		24 434	11 727
Matières organiques					
Collecte et transport	31				
Traitement	32				
Matériaux secs	33				
Autres	34				
Plan de gestion	35				
Autres	36				
Cours d'eau	37	29 017		29 017	40 675
Protection de l'environnement	38	8 446		8 446	22 785
Autres	39				228
	40	283 915	79 283	363 198	325 754
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE					
Habitation					
Logement social	41	13 214		13 214	10 627
Autres	42				
Sécurité du revenu					
Autres	44	22 542		22 542	28 466
	45	35 756		35 756	39 093

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Réalizations 2024			Réalizations 2023
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT					
Aménagement, urbanisme et zonage	46	85 314	1 489	86 803	120 739
Rénovation urbaine					
Biens patrimoniaux	47				
Autres biens	48				
Promotion et développement économique					
Industries et commerces	49	10 322		10 322	29 751
Tourisme	50	79 251		79 251	67 431
Autres	51	67 986		67 986	
Autres	52	10 000		10 000	41 622
	53	252 873	1 489	254 362	259 543
LOISIRS ET CULTURE					
Activités récréatives					
Centres communautaires	54				
Patinoires intérieures et extérieures	55	18 571	33 054	51 625	51 133
Piscines, plages et ports de plaisance	56				
Parcs et terrains de jeux	57	153 580	15 688	169 268	107 656
Parcs régionaux	58				
Expositions et foires	59				
Autres	60	4 632		4 632	5 647
	61	176 783	48 742	225 525	164 436
Activités culturelles					
Centres communautaires	62	24 635	14 494	39 129	12 401
Bibliothèques	63	12 680	3 255	15 935	15 797
Patrimoine					
Musées et centres d'exposition	64	7 000	2 115	9 115	97 193
Autres ressources du patrimoine	65				
Autres	66	22 525		22 525	9 515
	67	66 840	19 864	86 704	134 906
	68	243 623	68 606	312 229	299 342

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Réalizations 2024		Total	Réalizations 2023
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement		
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	69				
FRAIS DE FINANCEMENT					
Dette à long terme					
Intérêts	70	59 875		59 875	42 154
Autres frais	71	852		852	852
Autres frais de financement					
Avantages sociaux futurs	72				
Autres	73	14 365		14 365	8 264
	74	75 092		75 092	51 270
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	75				
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET DES ACTIFS INCORPORELS ACHETÉS	76	469 218 (	469 218)		

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2024

Table des matières

Autres renseignements financiers non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles par catégories	2
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations corporelles	3
Analyse de la dette à long terme	4
Endettement total net à long terme	5
Analyse de la charge de quotes-parts	6
Acquisition d'immobilisations corporelles par objets	7
Analyse de la rémunération	8
Analyse des revenus de transfert par sources	9
Frais de financement par activités	10
Rémunération des élus	11

Autres renseignements

Questionnaire	12
---------------	----

Autres renseignements financiers non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Réalizations 2024	Réalizations 2023
Infrastructures			
Conduites d'eau potable	1		
Usines de traitement de l'eau potable	2		
Usines et bassins d'épuration	3		53 775
Conduites d'égout	4		
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5		
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	621 113	1 408 830
Ponts, tunnels et viaducs	7		
Systèmes d'éclairage des rues	8	7 360	18 736
Aires de stationnement	9		
Parcs et terrains de jeux	10	4 505	49 726
Autres infrastructures	11		
Réseau d'électricité	12		
Bâtiments			
Édifices administratifs	13	392 503	39 441
Édifices communautaires et récréatifs	14	39 330	
Améliorations locatives	15		
Véhicules			
Véhicules de transport en commun	16		
Autres	17		123 483
Ameublement et équipement de bureau	18	7 182	9 052
Machinerie, outillage et équipement divers	19		29 406
Terrains	20	149 584	21 132
Autres	21		
	22	1 221 577	1 753 581

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

Non audité

		Réalizations 2024	Réalizations 2023
Infrastructures autres que pour nouveau développement			
Conduites d'eau potable	1		
Usines de traitement de l'eau potable	2		
Usines et bassins d'épuration	3		53 775
Conduites d'égout	4		
Autres infrastructures	5	632 978	1 477 292
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)			
Conduites d'eau potable	6		
Usines de traitement de l'eau potable	7		
Usines et bassins d'épuration	8		
Conduites d'égout	9		
Autres infrastructures	10		
Autres immobilisations corporelles	11	588 599	222 514
	12	1 221 577	1 753 581

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3				
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5				
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	575 926	1 404 500	84 663	1 895 763
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	575 926	1 404 500	84 663	1 895 763
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	648 374		64 837	583 537
Gouvernement du Canada et ses entreprises	10				
Organismes municipaux	11				
Autres tiers	12				
	13	648 374		64 837	583 537
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	14				
	15	648 374		64 837	583 537
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	16				
Autres	17	250 000		25 000	225 000
	18	898 374		89 837	808 537
	19	1 474 300	1 404 500	174 500	2 704 300
Dette en cours de refinancement	20	()		()	
Reclassement / Redressement	21				
Dette à long terme	22	1 474 300	1 404 500	174 500	2 704 300

Note

ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

Administration municipale		
Dette à long terme	1	2 704 300
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dette en cours de refinancement	4	
Autres		
▪	5.1	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé		
Fonds d'amortissement	6	
Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	7	
Débiteurs	8	583 537
Autres montants	9	225 000
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	10	
Autres		
▪	11.1	
Endettement net à long terme de l'administration municipale	12	1 895 763
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats		
Endettement net à long terme	13	
Endettement net à long terme	14	1 895 763
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	15	450 327
Communauté métropolitaine	16	
Autres organismes	17	
Endettement total net à long terme	18	2 346 090
Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	19	
Moins : Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	20	
	21	
Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	22	2 346 090
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23	
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 22 ci-dessus, et à la ligne 18, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	24	

ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Réalizations 2024	Réalizations 2023
Administration générale			
Grefe et application de la loi	1	16 083	15 544
Évaluation	2	98 648	88 818
Autres	3	13 301	35 177
Sécurité publique			
Police	4		
Sécurité incendie	5	134 448	186 570
Sécurité civile	6		
Autres	7		
Transport			
Réseau routier	8	20 575	16 454
Transport collectif	9	23 055	30 032
Autres	10		
Hygiène du milieu			
Eau et égout	11		
Matières résiduelles	12	48 867	
Cours d'eau	13	28 702	37 226
Protection de l'environnement	14		
Autres	15		
Santé et bien-être			
Habitation	16	1 132	1 151
Autres	17		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	18	14 058	46 677
Rénovation urbaine	19		
Promotion et développement économique	20	7 822	23 039
Autres	21		4 601
Loisirs et culture			
Activités récréatives	22		8 108
Activités culturelles	23	12 536	5 515
Réseau d'électricité	24		
	25	419 227	498 912

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		2024	2023
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	1 161 286	1 743 285
Frais de financement	4	60 291	10 296
Autres	5		
	6	1 221 577	1 753 581

ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale							
Cadres et contremaîtres	1	1,10	35,00	2 002,00	73 417	18 536	91 953
Professionnels	2						
Cols blancs	3	3,12	32,00	5 189,00	153 784	34 965	188 749
Cols bleus	4	5,00	40,00	10 401,00	300 338	55 262	355 600
Policiers	5						
Pompiers	6						
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	9,22		17 592,00	527 539	108 763	636 302
Élus	9	7,00			34 482	3 070	37 552
	10	16,22			562 021	111 833	673 854

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	1					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	2					
Réseau de distribution de l'eau potable	3					
Traitement des eaux usées	4					
Réseaux d'égout	5					
Autres	6	606 579	60 760	80 892	52 185	800 416
	7	606 579	60 760	80 892	52 185	800 416

FRAIS DE FINANCEMENT PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		2024	2023
Administration générale			
Grefe et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3		
	4		
Sécurité publique			
Police	5		
Sécurité incendie			
Premiers répondants	6		
Autres	7		
Sécurité civile	8		
Autres	9		
	10		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	11	57 153	49 375
Enlèvement de la neige	12		
Autres	13		
Transport collectif	14		
Autres	15		
	16	57 153	49 375
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	17		
Réseau de distribution de l'eau potable	18		
Traitement des eaux usées	19		
Réseaux d'égout	20	1 186	1 895
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	21		
Matières recyclables	22		
Autres	23		
Cours d'eau	24		
Protection de l'environnement	25		
Autres	26		
	27	1 186	1 895
Santé et bien-être			
Habitation			
Logement social	28		
Autres	29		
Sécurité du revenu	30		
Autres	31		
	32		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	33		
Rénovation urbaine	34		
Promotion et développement économique	35	16 753	
Autres	36		
	37	16 753	
Loisirs et culture			
Activités récréatives	38		
Activités culturelles			
Bibliothèques	39		
Autres	40		
	41		
Réseau d'électricité			
	42		
	43	75 092	51 270

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Fonction	Reçu de l'organisme municipal		Reçu d'organismes mandataires ou supramunicipaux	
		Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Gervais Pelletier	1.1 Maire	7 955	3 944	9 000	4 500
Marc Champagne	1.2 Conseiller	2 439	1 197		
Stéphanie Gauthier	1.3 Conseiller	2 478	1 197		
Roger Côté	1.4 Conseiller	2 961	1 320		
Michael Gagné	1.5 Conseiller	1 366	681		
Geneviève Marchand	1.6 Conseiller	2 815	1 402		
Jacques Pelchat	1.7 Conseiller	917	399		
Kévin Champagne	1.8 Conseiller	2 644	1 279		

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité**OUI NON**

1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre 1 _____ 280 000 \$

Les questions 2 à 5 s'appliquent aux MRC et aux municipalités locales seulement

2. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières? 2

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024 3 _____ 28 345 \$

3. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières? 4

4. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille	5	_____	\$
Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement	6	_____	\$
Ligne 3 : Autres revenus	7	_____	\$
Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	8	_____	\$
Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	9	_____	\$
Ligne 7 : Autres créances douteuses	10	_____	\$
Ligne 9 : Autres charges	11	_____	\$
Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie	12	_____	\$
Ligne 13 : Placements de portefeuille	13	_____	\$
Ligne 14 : Débiteurs	14	_____	\$
Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	15	_____	\$
Ligne 16 : Provision pour moins-value	16	_____	\$
Ligne 19 : Créditeurs et charges à payer	17	_____	\$
Ligne 20 : Revenus reportés	18	_____	\$
Ligne 21 : Dette à long terme	19	_____	\$
Ligne 24 : Libres	20	_____	\$
Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts	21	_____	\$
Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts	22	_____	\$
Montant des pardons de prêts constatés			
Solde cumulatif au début de l'exercice	23		\$
Constatés au cours de l'exercice	24	_____	\$
Solde cumulatif à la fin de l'exercice	25	_____	\$

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

5. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises - Feux de forêt* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille	26		\$
Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement	27		\$
Ligne 3 : Autres revenus	28		\$
Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	29		\$
Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	30		\$
Ligne 7 : Autres créances douteuses	31		\$
Ligne 9 : Autres charges	32		\$
Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie	33		\$
Ligne 13 : Placements de portefeuille	34		\$
Ligne 14 : Débiteurs	35		\$
Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	36		\$
Ligne 16 : Provision pour moins-value	37		\$
Ligne 19 : Créditeurs et charges à payer	38		\$
Ligne 20 : Revenus reportés	39		\$
Ligne 21 : Dette à long terme	40		\$
Ligne 24 : Libres	41		\$
Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts	42		\$
Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts	43		\$

Les questions 6 à 15 s'appliquent aux municipalités locales seulement

6. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :
- a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3e paragraphe du 2e alinéa de l'article 117.1 LAU.
- 44
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024
- 45 _____ \$
- b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 \$ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières.
- 46
- Si oui, indiquer le montant total des droits plus élevés perçu en 2024
- 47 _____ \$
- c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM).
- 48
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024
- 49 _____ \$
- Si oui, pour chaque taxe imposée, indiquer l'assiette, le montant de la taxe et le numéro de règlement :
- d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM).
- 50
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024
- 51 _____ \$
- Si oui, pour chaque redevance exigée, indiquer l'assiette, le montant de la redevance et le numéro de règlement :

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

- e) le pouvoir d'imposer une taxe basée sur la valeur de tout immeuble comportant un logement vacant ou sous-utilisé à des fins d'habitation en vertu de l'article 500.5.1 LCV (1000.5.1 CM).

52

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

53 _____ \$

Si oui, pour chaque taxe imposée, indiquer l'assiette, le montant de la taxe et le numéro de règlement :

7. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)?

54

Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)?

55

Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :

8. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu :

- a) du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

56

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

57 _____ \$

- b) du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

58

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

59 _____ \$

Si oui, pour chaque contribution perçue, indiquer le montant de la contribution et le numéro de règlement :

9. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?

60

Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :

- a) crédits de taxes

61 _____ \$

- b) autres formes d'aide

62 _____ \$

10. La municipalité a-t-elle conclu avec toute autre municipalité locale une entente relative au partage de certains revenus en vertu de l'article 95.2 LCM?

63

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

64 _____ \$

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

11. La municipalité établit-elle un taux particulier à la catégorie des terrains vagues desservis supérieur au double du taux de base en vertu de l'article 244.49 LFM? 65
- Si oui, octroie-t-elle un crédit de taxe aux personnes ayant acquis, par succession, la propriété d'un terrain vague desservi ou d'une part indivise de celui-ci en vertu des articles 253.1 à 253.4 LFM? 66
- Si oui, indiquer le montant total crédité en 2024 67 _____ \$
12. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2024
- Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2024 68 \$
13. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2024 dans le cadre du *Volet entretien* du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTMD 69 _____ 368 997 \$
- Total des frais encourus admissibles au volet Entretien :
- a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)
- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver 70 _____ 289 424 \$
 - Dépenses relatives à l'entretien d'été
 - Systèmes de sécurité 71 16 877 \$
 - Chaussées pavées - entretien préventif 72 21 177 \$
 - Chaussées pavées - entretien palliatif 73 120 005 \$
 - Chaussées en gravier - entretien préventif 74 33 327 \$
 - Chaussées en gravier - entretien palliatif 75 188 851 \$
 - Systèmes de drainage 76 45 951 \$
 - Abords de routes 77 25 993 \$
 - Total des dépenses relatives à l'entretien d'été 78 _____ 452 181 \$
- b) Dépenses d'investissement
- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver 79 _____ \$
 - Dépenses relatives à l'entretien d'été 80 _____ \$
- c) Total des frais encourus admissibles 81 _____ 741 605 \$
- d) Description des dépenses d'investissement
- Relatives à l'entretien d'hiver :
- S/O
- Relatives à l'entretien d'été :
- S/O
- e) Si le total des frais encourus à la ligne 81 n'atteint pas 90 % du montant de l'aide financière versée en 2024 (ligne 69), veuillez fournir les justifications :
- S/O
- f) Si le total des dépenses relatives à l'entretien d'été, fonctionnement et investissement (lignes 78 et 80), n'est pas au moins égal au 2/3 de l'aide versée en 2024 (ligne 69), veuillez en fournir les explications :

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

a) Numéro de la résolution 82 0277-12-2024

b) Date d'adoption de la résolution 83 2024-12-11

14. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre?*

84

Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :

a) Numéro de la résolution 85 0231-10-2019

b) Date d'adoption de la résolution 86 2019-10-17

15. Règlement d'application de la *Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens* (RLRQ, chapitre P-38.002, r.1)

Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'année

a) Nombre de signalements reçus d'un médecin vétérinaire (art. 2) 87 _____

b) Nombre de signalements reçus d'un médecin (art. 3) 88 _____

Examens par un médecin vétérinaire, déclarations de chiens potentiellement dangereux et ordonnances à l'égard des propriétaires ou gardiens de chiens, au cours de l'année

c) Nombre de chiens soumis à l'examen d'un médecin vétérinaire (art. 5) 89 _____

d) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité qui, après avoir considéré le rapport du médecin vétérinaire ayant examiné le chien et évalué son état et sa dangerosité, est d'avis qu'il constitue un risque pour la santé ou la sécurité publique (art. 8) 90 _____

e) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité parce qu'il a mordu ou attaqué une personne ou un animal domestique et lui a infligé une blessure (art. 9) 91 _____

f) Nombre de chiens euthanasiés parce qu'il a mordu ou attaqué une personne et a causé sa mort ou lui a infligé des blessures graves (art. 10) 92 _____

g) Nombre de chiens euthanasiés puisque, de l'avis de la municipalité, les circonstances le justifiaient (art. 11) 93 _____

Normes relatives à l'encadrement et à la possession des chiens

h) Nombre de chiens enregistrés auprès de la municipalité, peu importe leur poids (art. 16) 94 75

i) Nombre total de chiens dont le poids est de plus 20 kg, enregistrés auprès de la municipalité (art. 16) 95 _____

j) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux enregistrés auprès de la municipalité (art. 16) 96 _____

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Règlement

- k) La municipalité a-t-elle un règlement municipal comprenant des normes plus sévères que celles prévues par le Règlement?

97

X

La question 16 s'applique aux MRC seulement

QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité**OUI****NON**

1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?

1

Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».

Si oui, les *Normes comptables pour le secteur public* exigent que l'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec les résultats prévus au budget sur une base consolidée, sauf si les renseignements budgétaires relatifs aux organismes consolidés permettant de constituer un budget consolidé ne sont pas disponibles. Est-ce que l'organisme municipal présente le budget consolidé?

2

2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?

3

Les questions 3 à 5 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement.

3. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?

4

4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?

5

5. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MRNF une entente de délégation de la gestion de certains droits fonciers et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?

6

La question 6 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées.

6. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?

7

Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?

8

Les questions 7 et 8 s'appliquent aux municipalités avec agglomération seulement.

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

- J'atteste que le présent rapport financier transmis au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation conformément à la procédure établie par celui-ci, a été déposé au conseil à la date indiquée ci-dessous.
- Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou du greffier-trésorier transmis de façon électronique au Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par le présent organisme transmetteur.
- Je consens à la diffusion intégrale par le Ministère du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tel que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le Ministère. Je confirme également détenir les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Date de dépôt au conseil : 2025-04-08

Nom du signataire : Marie-Pier Pelletier

Fonction du signataire : Directrice générale

Date de transmission au Ministère : 2025-04-24

Date et heure de la dernière modification : 2025-04-24 09:49

Sommaire de l'information financière

Exercice terminé le 31 décembre 2024

Ce sommaire de l'information financière est extrait automatiquement du rapport financier déposé au conseil et attesté par le trésorier, sans possibilité de modifications.

SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		2024		2023
		Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus				
Fonctionnement	1	3 135 915	3 390 254	3 243 917
Investissement	2	399 605	499 364	1 191 140
	3	3 535 520	3 889 618	4 435 057
Charges	4	2 894 655	3 014 021	3 214 039
Excédent (déficit) lié aux activités	5	640 865	875 597	1 221 018
Moins : revenus d'investissement	6 (	399 605)(	499 364)(	1 191 140)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	7	241 260	376 233	29 878
Éléments de conciliation à des fins fiscales				
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	8		469 218	436 742
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9		67 986	
Remboursement de la dette à long terme	10 (	182 100)(	109 663)(	77 700)
Affectations				
Activités d'investissement	11 (	109 601)(	218 555)(	134 859)
Excédent (déficit) accumulé	12	50 441	(22 718)	(66 441)
Autres éléments de conciliation	13		47 050	20 032
	14	(241 260)	233 318	177 774
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	15		609 551	207 652

Extrait du rapport financier, pages S12 et S13

SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
Actifs financiers			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1	2 094 848	1 334 919
Débiteurs	2	1 957 403	2 261 917
Prêts	3	168 353	
Placements de portefeuille	4		
Autres	5	4 888	4 888
	6	4 225 492	3 601 724
Passifs			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	7		
Emprunts temporaires	8		600 000
Créditeurs et charges à payer	9	252 088	360 547
Revenus reportés	10	7 191	46 104
Dette à long terme	11	2 703 448	1 472 596
Passif au titre des avantages sociaux futurs	12		
Autres	13		
	14	2 962 727	2 479 247
Actifs financiers nets (dette nette)	15	1 262 765	1 122 477
Actifs non financiers			
Immobilisations corporelles	16	13 542 914	12 812 605
Autres	17	74 996	69 996
	18	13 617 910	12 882 601
Excédent (déficit) accumulé	19	14 880 675	14 005 078

Extrait du rapport financier, page S8

DÉTAIL DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	2 123 788	1 917 476
Excédent de fonctionnement affecté			
▪ Mise à niveau du terrain de balle	2.1		
▪ Chute Lysander	2.2		16 165
▪ Équipement à neige	2.3		
	3		16 165
Réserves financières			
▪ Vidanges eaux usées	4.1		25 000
Fonds réservés			
Fonds de roulement	5	175 898	125 457
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	6	88 598	88 598
Fonds local d'investissement	7		
Fonds local de solidarité	8		
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	9	11 650	11 650
Autres			
▪	10.1		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	11	(56 647)	()
Financement des investissements en cours	12		(182 798)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	13	12 537 388	12 003 530
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	14		
	15	14 880 675	14 005 078

Extrait du rapport financier, page S23

SOMMAIRE DE L'ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024
Endettement net à long terme de l'administration municipale	1	1 895 763
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	2	2 346 090

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S25

SOMMAIRE DE L'ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
Dettes à long terme à la charge de l'organisme municipal			
Emprunts refinancés par anticipation	3		
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette	4		
Montant à la charge de l'ensemble des contribuables	5	1 895 763	575 926
Montant à la charge d'une partie des contribuables	6		
Dettes à long terme à la charge des tiers			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	7	583 537	648 374
Gouvernement du Canada et ses entreprises	8		
Autres	9	225 000	250 000
Dettes en cours de refinancement / Reclassement / Redressement	10		
	11	2 704 300	1 474 300

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S37

SOMMAIRE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		2024		2023
		Budget	Réalizations	Réalizations
Fonctionnement				
Taxes	12	2 304 414	2 327 300	2 222 736
Compensations tenant lieu de taxes	13	9 801	8 368	7 702
Quotes-parts	14			
Transferts	15	520 143	707 338	676 578
Services rendus	16	186 057	130 484	159 441
Imposition de droits, amendes et pénalités, revenus de placements de portefeuille	17	108 500	171 980	142 333
Autres	18	7 000	44 784	35 127
	19	3 135 915	3 390 254	3 243 917
Investissement				
Taxes	20			
Quotes-parts	21			
Transferts	22	399 605	93 078	1 175 393
Autres	23		406 286	15 747
	24	399 605	499 364	1 191 140
	25	3 535 520	3 889 618	4 435 057

Extrait du rapport financier, page S12

SOMMAIRE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Réalizations 2024			Réalizations 2023
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
Administration générale	1	488 002	4 377	492 379	512 112
Sécurité publique					
Police	2	171 487		171 487	159 955
Sécurité incendie	3	149 351	5 094	154 445	202 060
Autres	4	6 734	1 904	8 638	6 634
Transport					
Réseau routier	5	798 127	307 781	1 105 908	1 311 118
Transport collectif	6	23 055		23 055	30 032
Autres	7	16 788	684	17 472	17 126
Hygiène du milieu					
Eau et égout	8	100 517	79 283	179 800	112 248
Matières résiduelles	9	145 935		145 935	149 818
Autres	10	37 463		37 463	63 688
Santé et bien-être	11	35 756		35 756	39 093
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	12	85 314	1 489	86 803	120 739
Promotion et développement économique	13	157 559		157 559	97 182
Autres	14	10 000		10 000	41 622
Loisirs et culture	15	243 623	68 606	312 229	299 342
Réseau d'électricité	16				
Frais de financement	17	75 092		75 092	51 270
Effet net des opérations de restructuration	18				
	19	2 544 803	469 218	3 014 021	3 214 039
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	20	469 218 (	469 218)		
	21	3 014 021		3 014 021	3 214 039

Extrait du rapport financier, page S28

SOMMAIRE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
		Réalisations	Réalisations
Revenus d'investissement	1	499 364	1 191 140
Éléments de conciliation à des fins fiscales			
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés - Acquisition	2 (	1 221 577)(	1 753 581)
Autres investissements - Émission ou acquisition	3 (	198 353)(	11 700)
Financement à long terme des activités d'investissement	4	468 130	476 726
Affectations			
Activités de fonctionnement	5	218 555	134 859
Excédent accumulé	6	432 488	126 478
	7	(300 757)	(1 027 218)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	8	198 607	163 922

Extrait du rapport financier, page S14